

## La guerre froide (1945-1989) – Texte intégral

**Source:** CVCE.

**Copyright:** (c) CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/la\\_guerre\\_froide\\_1945\\_1989\\_texte\\_integral-fr-6dfe06ed-4790-48a4-8968-855e90593185.html](http://www.cvce.eu/obj/la_guerre_froide_1945_1989_texte_integral-fr-6dfe06ed-4790-48a4-8968-855e90593185.html)

**Date de dernière mise à jour:** 07/07/2016



## La guerre froide (1945-1989) – Texte intégral

### Table des matières

#### Introduction

#### I. Vers un monde bipolaire (1945-1953)

- A. La paix manquée
  - 1. La conférence de Yalta
  - 2. La conférence de Potsdam
- B. Les États-Unis et le bloc de l'Ouest
  - 1. La doctrine Truman
  - 2. Le plan Marshall et la création de l'OECE
- C. L'URSS et le bloc de l'Est
  - 1. La constitution du glacis soviétique
  - 2. La doctrine Jdanov et le Kominform
- D. La division de l'Allemagne
  - 1. Le blocus de Berlin
  - 2. La fondation de la RFA
  - 3. La fondation de la RDA
- E. Le renforcement des alliances
- F. Les premiers affrontements
  - 1. La guerre civile en Grèce
  - 2. La révolution en Chine
  - 3. La guerre de Corée

#### II. De la coexistence pacifique aux paroxysmes de la guerre froide (1953-1962)

- A. L'accord de neutralité de l'Autriche
- B. «L'esprit de Genève»
- C. La répression de l'insurrection hongroise
- D. La construction du mur de Berlin
- E. La crise de Cuba

#### III. De la détente au regain des tensions (1962-1985)

- A. L'*Ostpolitik* de Willy Brandt
- B. L'entente Est-Ouest
- C. L'écrasement du Printemps de Prague
- D. La guerre du Viêt Nam
- E. L'expansionnisme soviétique
- F. La course aux armements et la «guerre des Étoiles»

#### IV. Vers la fin de la guerre froide (1985-1989)

- A. Le bloc de l'Est en mutation
  - 1. La *perestroïka* et la *glasnost* de Gorbatchev
  - 2. L'effondrement du bloc communiste
- B. L'effondrement de la RDA et la chute du mur de Berlin
- C. Vers de nouvelles alliances

## Introduction

La guerre froide est une longue épreuve de force qui s'est engagée, au lendemain de la capitulation de l'Allemagne hitlérienne, entre les États-Unis et l'Union soviétique. En 1941, l'agression nazie contre l'URSS faisait du régime soviétique un associé des démocraties occidentales. Mais dans l'organisation du monde d'après-guerre, des points de vue de plus en plus divergents opposent les alliés d'hier.

Progressivement, les États-Unis et l'URSS se construisent leurs zones d'influence respectives et divisent le monde en deux camps antagonistes. La guerre froide n'est donc pas exclusivement une affaire américano-soviétique, c'est un conflit global qui touche de nombreux pays, dont notamment le continent européen. Celui-ci, divisé en deux blocs, devient en effet l'un des théâtres majeurs de l'affrontement. En Europe de l'Ouest, le processus de l'intégration européenne s'amorce avec le soutien des États-Unis, tandis que les pays de l'Europe de l'Est deviennent des satellites de l'URSS.

À partir de 1947, les deux adversaires, utilisant toutes les ressources de l'intimidation et de la subversion, s'opposent dans un long conflit stratégique et idéologique ponctué de crises plus ou moins violentes. Même si les deux Grands ne s'affrontent jamais directement, ils amènent le monde à plusieurs reprises au bord de la guerre atomique. Seule la dissuasion nucléaire empêche un affrontement militaire. Paradoxalement, cet «équilibre de la terreur» stimule tout de même la course aux armements. Les phases de tensions alternent avec des périodes de détente ou de réchauffement des relations entre les deux camps. Le politologue Raymond Aron a parfaitement défini le système de la guerre froide dans une formule qui fait mouche: «paix impossible, guerre improbable».

La guerre froide s'achève finalement de fait en 1989 avec la chute du mur de Berlin et l'effondrement des régimes communistes en Europe de l'Est.

### I. Vers un monde bipolaire (1945-1953)

La fin de la Seconde Guerre mondiale ne conduit pas à un retour à la normale mais annonce au contraire l'émergence d'un nouveau conflit. Tandis que les grandes puissances européennes, maîtresses de la scène internationale dans les années 1930, sont épuisées et ruinées par la guerre, deux nouvelles superpuissances dominent la scène internationale. Deux blocs se constituent autour d'une part, l'Union soviétique, et d'autre part, les États-Unis. Les autres pays sont désormais obligés de se ranger dans un des deux camps.

Agrandie sur le plan territorial, l'URSS sort de la guerre auréolée du prestige de la lutte contre l'Allemagne hitlérienne. Elle est galvanisée par sa résistance héroïque à l'ennemi dont témoigne la victoire de Stalingrad. L'URSS offre aussi le visage d'un modèle idéologique, économique et social qui rayonne comme jamais avant en Europe. De plus, contrairement à l'armée américaine, l'Armée rouge n'est pas démobilisée à la fin de la guerre. L'Union soviétique dispose de ce fait d'une réelle supériorité numérique en hommes et en armement lourd.

Les États-Unis sont les grands vainqueurs de la Deuxième Guerre mondiale. Leurs pertes humaines et matérielles sont relativement faibles et même si l'armée américaine est presque entièrement démobilisée quelques mois après la fin des hostilités, les États-Unis restent la première puissance militaire. Leur flotte de guerre et leur aviation n'ont pas d'égal et ils ont jusqu'en 1949 le monopole de l'arme atomique. Ils peuvent en outre s'affirmer comme la première puissance économique mondiale, tant en ce qui concerne le volume des échanges commerciaux que la production industrielle et agricole. Les Américains possèdent désormais les deux tiers du stock d'or monétaire mondial et le dollar devient la monnaie d'échange internationale de référence.

Peu à peu, les conflits d'intérêts entre les nouvelles puissances mondiales se multiplient et une

atmosphère de méfiance et de peur s'installe. Chacun des deux redoute la nouvelle puissance de l'autre. Les Soviétiques se sentent encerclés et menacés par les Occidentaux et accusent les États-Unis de mener une « expansion impérialiste ». De leur côté, les Américains s'inquiètent de l'expansion communiste et reprochent à Staline de ne pas respecter l'accord de Yalta sur le droit des peuples libérés à disposer d'eux-mêmes. Il en résulte une longue période de tensions internationales, ponctuée de crises aiguës débouchant parfois sur des conflits militaires locaux sans pourtant déclencher une guerre ouverte entre les États-Unis et l'URSS. À partir de 1947, l'Europe, divisée en deux blocs, se trouve au centre de l'affrontement indirect entre les deux superpuissances. La guerre froide atteint son premier moment fort lors du blocus de Berlin. L'explosion de la première bombe atomique soviétique, en été 1949, vient conforter l'URSS dans son rang de puissance mondiale. Cette situation confirme les prédictions de Winston Churchill qui, en mars 1946, est le premier homme d'État occidental à parler publiquement d'un "rideau de fer" qui coupe désormais l'Europe en deux.

## **A. La paix manquée**

La Seconde Guerre mondiale a bouleversée la carte du monde. Le bilan humain et matériel est le plus grave que l'humanité n'ait jamais connu. L'Europe, exsangue et à bout de souffle, est en ruine et en proie à la confusion la plus totale: usines et voies de communication détruites, échanges commerciaux traditionnels rompus, pénuries de matières premières et de biens de consommation.

Même avant la capitulation des pays de l'Axe, les trois Grands, Américains, Anglais et Russes, s'efforcent de régler le sort du monde d'après-guerre. Du 28 novembre au 2 décembre 1943, la conférence de Téhéran est la première rencontre au sommet entre Winston Churchill, Joseph Staline et Franklin D. Roosevelt. Elle trace les grandes lignes de la politique internationale de l'après-guerre. Les dirigeants parlent notamment du débarquement en Normandie, alors fixé au 1<sup>er</sup> mai 1944, du sort de l'Allemagne et de son éventuel démembrement ainsi que de l'organisation du monde au lendemain du conflit. Ils décident de confier l'étude de la question allemande à une commission consultative européenne. Deux autres conférences interalliées vont suivre, l'une à Yalta (du 4 au 11 février 1945), l'autre à Potsdam (du 17 juillet au 2 août 1945).

Mais très vite, l'étroite alliance de la guerre fait place à la méfiance. Lors des conférences de paix, les trois Grands s'aperçoivent rapidement que des points de vue de plus en plus divergents opposent Occidentaux et Soviétiques. Les anciens antagonismes que la guerre a fait taire resurgissent et les puissances alliées ne parviennent pas à se mettre d'accord sur un traité de paix.

### **1. La conférence de Yalta**

Du 4 au 11 février 1945, Winston Churchill, Joseph Staline et Franklin D. Roosevelt se réunissent à Yalta, au bord de la mer Noire, en Crimée, afin de régler les problèmes posés par la défaite inéluctable des Allemands. Roosevelt est surtout soucieux d'obtenir la collaboration de Staline, tandis que Churchill redoute la puissance soviétique. Il voudrait éviter une trop grande prise d'influence de l'Armée rouge en Europe centrale. Or, à cette époque, les troupes soviétiques se trouvent déjà au cœur de l'Europe, alors que les Anglo-américains n'ont pas encore franchi le Rhin.

Les trois Grands s'entendent tout d'abord sur les modalités d'occupation de l'Allemagne: l'Allemagne serait divisée en quatre zones d'occupation, la France recevant une zone d'occupation en partie prélevée sur celles du Royaume-Uni et des États-Unis. Berlin, placé en zone soviétique, serait également partagé en quatre secteurs.

L'URSS obtient le déplacement de la frontière orientale de l'Allemagne jusqu'à la ligne Oder-Neisse, plaçant en Pologne presque toute la Silésie, une partie de la Poméranie, une partie du

Brandebourg oriental et une petite région de Saxe. Le nord de la Prusse orientale, autour de la ville de Königsberg (rebaptisée Kaliningrad) est incorporé à l'URSS. Comme frontière orientale de la Pologne, Staline impose «la ligne Curzon» qui maintient dans l'orbite de Moscou tous les territoires ukrainiens et biélorussiens. Les trois chefs d'État signent également une «déclaration sur la politique à suivre dans les régions libérées», texte qui prévoit l'organisation d'élections libres et la mise en place de gouvernements démocratiques.

Les États-Unis obtiennent de l'URSS son entrée en guerre contre le Japon et Roosevelt voit aboutir le projet de l'Organisation des Nations unies (ONU), qui sera créée le 25 avril 1945.

Yalta apparaît comme l'ultime tentative d'organiser le monde sur une base de coopération et d'entente. Le monde n'est pas encore partagé en deux hémisphères d'influence, mais les Occidentaux sont contraints d'accepter le rôle de Staline dans les territoires libérés par les chars soviétiques. L'Europe centrale et orientale est désormais sous l'influence exclusive de l'Armée rouge.

## 2. La conférence de Potsdam

La dernière des grandes conférences interalliées se déroule du 17 juillet au 2 août 1945 à Potsdam, près de Berlin. Six mois plus tôt, en Crimée, Churchill, Roosevelt et Staline avaient préparé l'après-guerre, mais les promesses de Yalta ne vont pas résister aux rapports de force sur le terrain. Le climat s'est profondément modifié entre-temps: L'Allemagne a capitulé le 8 mai 1945 et la guerre est finie en Europe. Le Japon résiste avec opiniâtreté aux bombardements américains, mais les États-Unis disposent d'un atout de taille: le 16 juillet a lieu dans un désert du Nouveau-Mexique le premier essai de la bombe atomique. À Potsdam, Harry Truman remplace Franklin D. Roosevelt, décédé le 12 avril 1945, et Clement Attlee prend la tête de la délégation britannique après la défaite de Winston Churchill aux élections législatives du 26 juillet. Seul Joseph Staline participe en personne à toutes les conférences interalliées.

L'atmosphère est beaucoup moins cordiale qu'à Yalta. Quelques semaines avant la capitulation du Reich, l'Armée rouge a réussi à occuper à grande vitesse la partie orientale de l'Allemagne, une partie de l'Autriche ainsi que toute l'Europe centrale. Conscient de cet avantage sur le terrain, Staline en profite pour mettre en place dans les pays libérés par les Soviétiques des gouvernements communistes. Tandis que les Occidentaux se plaignent de leur impossibilité de contrôler les élections organisées dans les pays occupés par l'Armée rouge, Staline impose un profond remodelage de la carte de l'Europe orientale. Dans l'attente des traités de paix, les Anglais et les Américains acceptent provisoirement les annexions soviétiques ainsi que les nouvelles frontières fixées à la ligne Oder-Neisse. Les accords de Potsdam entérinent aussi les gigantesques transferts de populations.

Les trois chefs d'État se mettent cependant d'accord sur des modalités pratiques du désarmement complet de l'Allemagne, de la destruction du parti national-socialiste, de l'épuration et du jugement des criminels de guerre et du montant des réparations. Les négociations concluent aussi à la nécessité d'une décartellisation des industries allemandes et à la mise sous séquestre des puissants *Konzern* qui doivent être éclatés en plus petites sociétés indépendantes. Les accords intervenus précédemment sur le régime d'occupation de l'Allemagne et de l'Autriche sont confirmés.

À Potsdam, des points de vue de plus en plus contradictoires opposent les trois Grands. Il ne s'agit désormais plus de s'unir pour vaincre le nazisme, mais de préparer l'après-guerre et à se diviser le « butin ». Ainsi, quelques mois seulement après le communiqué si confiant de Yalta, des divergences profondes se creusent entre Occidentaux et Soviétiques.

## B. Les États-Unis et le bloc de l'Ouest

À partir de 1947, les Occidentaux s'inquiètent de plus en plus de la progression du communisme: dans plusieurs pays européens, les communistes participent activement aux gouvernements de coalition (Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Pologne, France, Belgique et Italie) et réussissent même parfois à écarter les autres partis du pouvoir. La Grèce est en proie à une guerre civile depuis l'automne 1946 et la Turquie est à son tour menacée.

### 1. La doctrine Truman

Dans cette atmosphère internationale tendue, le président américain Harry S. Truman rompt avec la politique de son prédécesseur Franklin D. Roosevelt et redéfinit les grandes lignes de la politique extérieure des États-Unis. Le 12 mars 1947, le président présente devant le Congrès américain sa doctrine du *containment*, qui vise à fournir une aide financière et militaire aux pays menacés par l'expansion soviétique. Visant explicitement l'endiguement de la progression communiste, la doctrine Truman pose les États-Unis en défenseurs d'un monde libre face à l'agression de l'URSS. Des crédits d'environ 400 millions de dollars seront ainsi accordés à la Grèce et la Turquie. Cette nouvelle doctrine légitimera l'activisme des États-Unis pendant la guerre froide.

En appliquant la doctrine d'endiguement, les Américains encouragent, entre autres, la Turquie à rejeter les revendications soviétiques concernant la cession de bases navales au détroit du Bosphore et ils obtiennent le retrait des troupes russes d'Iran. Entre-temps, depuis mars 1947, la lutte contre l'espionnage soviétique s'organise et la *Central Intelligence Agency* (CIA) devient le service de renseignements américain. Ces changements de la politique extérieure marquent un véritable tournant dans l'histoire des États-Unis, qui jusqu'ici voulaient rester à l'écart des querelles européennes. Dorénavant, il n'est plus question pour eux de jouer la carte de l'isolationnisme.

### 2. Le plan Marshall et la création de l'OECE

En même temps, le secrétaire d'État américain, George C. Marshall, s'inquiète de la mauvaise situation économique de l'Europe. Au lendemain de la Seconde guerre mondiale, les échanges commerciaux intereuropéens sont en effet ralentis par le manque de devises et souffrent de l'absence d'une organisation économique internationale capable d'organiser efficacement le commerce mondial.

Les États-Unis, qui ont le plus grand intérêt à favoriser ces échanges pour gonfler leurs exportations, envisagent dès lors de relever l'économie européenne via un programme structurel d'envergure. Pour eux, il s'agit de protéger la prospérité américaine et d'éloigner le spectre de la surproduction nationale. Mais la volonté des États-Unis d'accorder une aide économique massive à l'Europe trouve également son origine dans des préoccupations politiques. La peur de l'expansion communiste en Europe occidentale est sans doute un facteur décisif tout aussi important que la conquête de marchés nouveaux. Les Américains proposent donc de lutter contre la misère et la faim en Europe qui, selon eux, entretiennent le communisme.

Ainsi, dans un discours qu'il prononce le 5 juin 1947 à l'Université Harvard de Cambridge, le général Marshall propose à tous les pays d'Europe une assistance économique et financière conditionnée par une coopération européenne plus étroite. C'est le plan Marshall ou le *European Recovery Program* (ERP).

Très intéressées, la France et la Grande-Bretagne convoquent trois semaines plus tard à Paris une conférence à laquelle ils convient aussi l'URSS dans le but d'élaborer un programme commun en réponse à l'offre du général Marshall. Mais Viatcheslav Molotov, ministre russe des Affaires

étrangères, refuse catégoriquement le moindre contrôle international et s'oppose au relèvement économique de l'Allemagne.

L'Union soviétique rejette définitivement l'offre Marshall et dissuade ses pays satellites et la Finlande voisine de solliciter l'aide américaine. Ceux qui étaient intéressés, comme la Pologne et la Tchécoslovaquie, doivent s'incliner. Ce refus approfondit la coupure entre l'Est et l'Ouest de l'Europe.

Finalement, seize pays s'empressent d'accepter le plan Marshall: Autriche, Belgique, Danemark (avec les îles Féroé et le Groenland), France, Grèce, Irlande, Islande, Italie (et Saint-Marin), Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal (avec Madère et les Açores), Royaume-Uni, Suède, Suisse (avec le Liechtenstein) et Turquie. Ils mettent immédiatement sur pied un Comité de coopération économique européenne (CCEE) qui dresse un rapport fixant les tâches prioritaires de l'économie européenne. Mais les Américains exigent que ces pays assurent eux-mêmes la gestion et la redistribution des fonds. Le CCEE prévoit alors la création d'un organisme permanent de coopération. Le 16 avril 1948, les seize pays signent à Paris la Convention qui y établit l'Organisation européenne de coopération économique (OECE). L'Allemagne de l'Ouest et le territoire de Trieste les rejoignent en 1949. Les colonies et les territoires extraeuropéens des pays de l'OECE y sont représentés par les métropoles, les États-Unis et le Canada. Bien qu'ils ne soient pas membres de l'Organisation, ils participent aussi à tous ses travaux. L'OECE est donc *de facto* une organisation à vocation mondiale. En 1960, après l'adhésion effective des États-Unis et du Canada, elle devient d'ailleurs l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) qui connaît par la suite de nouveaux élargissements.

Les États-Unis adoptent en avril 1948 une loi d'assistance étrangère qui crée l'Administration de coopération économique, l'*Economic Cooperation Administration (ECA)* qui gère le plan Marshall. Ils décident d'envoyer un représentant permanent en Europe et d'établir des missions spéciales auprès de chacun des pays bénéficiaires. Des accords bilatéraux sont passés entre chaque pays et les États-Unis.

Le programme de relèvement européen se répartit à la fois en subsides et en prêts pour un montant global d'environ 13 milliards de dollars distribués entre avril 1948 et juin 1951. Au-delà des investissements de modernisation, l'aide américaine est avant tout utilisée pour acheter les marchandises indispensables aux économies européennes: produits alimentaires et agricoles, matières premières, outillages et équipements industriels. Les États-Unis affectent également des dollars au développement de la production de matériaux stratégiques dans les colonies européennes où les Américains veulent barrer la route au communisme. En octobre 1948, l'OECE met d'ailleurs sur pied un Comité des territoires d'outre-mer (CTO) qui, à travers un fonds spécial TOM, incite les pays européens à coopérer avec les États-Unis pour le développement de l'Afrique.

L'importance politique du plan Marshall ne doit pas être sous-estimée. Par ce soutien, le président américain Harry Truman veut aider les peuples libres d'Europe à résoudre leurs problèmes économiques. Mais il s'agit aussi de faire barrage au communisme qui semble menacer des pays tels que la France et l'Italie. Cette stratégie se révèle payante puisqu'aux élections d'avril 1948, la démocratie chrétienne l'emporte nettement sur le Parti communiste italien jusque-là si influent. Le plan Marshall s'accompagne d'ailleurs d'une intense propagande. C'est ainsi qu'un «train pour l'Europe», rempli de vivres et de denrées alimentaires, sillonne les pays bénéficiaires pour y exposer les projets entrepris et les résultats engrangés. La presse et les médias audiovisuels sont également mis à contribution. Car le plan de relèvement européen est bien une arme de la guerre froide. Mais le plan Marshall marque aussi l'entrée de l'Europe occidentale dans la société de consommation, symbolisée, par exemple, par le Coca Cola et les films hollywoodiens. Dès 1948, l'OECE négocie un accord multilatéral de paiements intereuropéens suivi, en 1949, d'un code de libération des échanges. De juillet 1950 à décembre 1958, une Union européenne des paiements (UEP) rétablit la convertibilité des monnaies européennes et lève les restrictions quantitatives des échanges. L'OECE

favorise également la productivité économique en Europe via l'Agence européenne de productivité qu'elle institue en 1953 pour étudier et diffuser les nouvelles avancées techniques applicables au secteur industriel. En rassemblant initialement les pays démocratiques européens dotés d'une économie de marché, l'OECE constitue une première étape importante sur la voie de l'unification européenne. Elle demeure toutefois un organe de coopération intergouvernementale qui ne parvient pas à créer une union douanière.

### C. L'URSS et le bloc de l'Est

En août 1949, l'URSS fait exploser sa première bombe atomique puis, en 1953, sa première bombe thermonucléaire. Désormais, son titre de puissance mondiale ne peut plus lui être contesté. En Union soviétique, Staline continue à gouverner seul. Les tendances de libéralisation du régime parues pendant la guerre disparaissent à nouveau et le culte de la personnalité de Staline atteint son paroxysme. Une nouvelle vague de répression est néanmoins interrompue par la mort de Staline le 5 mars 1953.

#### 1. La constitution du glacis soviétique

Agrandie sur le plan territorial, l'URSS sort de la guerre auréolée du prestige de la lutte contre l'Allemagne. Si le monde communiste se limite à l'Union soviétique en 1945, il s'étend ensuite rapidement à l'Europe centrale et orientale, qui forme un glacis, espace-tampon protégeant l'URSS. La propagande communiste est grandement facilitée par la présence de l'armée soviétique dans les pays d'Europe centrale et orientale qu'elle a libérés.

Progressivement, les leaders des partis non-communistes sont écartés, soit par discréditation ou intimidation, soit par des procès politiques suivis d'emprisonnement voire d'exécution. Trois ans suffisent à l'URSS pour mettre en place des démocraties populaires dirigées par les partis communistes. Aussi bien la Pologne que la Hongrie, la Roumanie ou encore la Tchécoslovaquie tombent ainsi, de manière plus ou moins brutale, dans le giron soviétique. Néanmoins, le refus, à partir de 1948, des communistes yougoslaves de s'aligner sur les thèses du *Kominform* témoigne des difficultés de l'URSS à maintenir son emprise sur l'ensemble des pays situés dans son orbite.

#### 2. La doctrine Jdanov et le Kominform

Le 22 septembre 1947, les délégués des partis communistes d'Union soviétique, de Pologne, de Yougoslavie, de Bulgarie, de Roumanie, de Hongrie, de Tchécoslovaquie, d'Italie et de France se réunissent près de Varsovie et créent le *Kominform*, bureau d'information installé à Belgrade et qui devient rapidement l'organe de coordination idéologique du mouvement communiste via l'intermédiaire de son journal *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire*. Présenté comme une reconstitution du *Komintern*, le *Kominform* est en réalité pour l'URSS un instrument pour contrôler étroitement les partis communistes occidentaux. Il s'agit de resserrer les rangs autour de Moscou et de vérifier que les communistes européens s'alignent bien sur la politique soviétique. Ainsi, la Yougoslavie de Tito, accusée de déviationnisme, sera bientôt exclue du *Kominform*.

Le délégué soviétique, idéologue du PCUS et bras droit de Staline, Andreï Jdanov fait approuver par les participants de la réunion la thèse selon laquelle le monde est désormais divisé en deux camps irréductibles: un camp «impérialiste et anti-démocratique» dirigé par les États-Unis et un camp «anti-impérialiste et démocratique» dirigé par l'URSS. Cette doctrine constitue la réponse soviétique à la doctrine Truman. Jdanov condamne l'impérialisme et la colonisation mais prône la démocratie nouvelle. Il souligne que le bloc anti-impérialiste s'appuie partout dans le monde sur le mouvement ouvrier démocratique, sur les partis communistes ainsi que sur les combattants des mouvements de

libération dans les pays coloniaux. En 1947, le monde est donc devenu bipolaire, divisé en deux blocs inconciliables.

Puis, en réaction au programme Marshall, l'URSS institue, en janvier 1949, une coopération économique avec les pays du bloc soviétique dans le cadre du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM ou Comecon).

#### **D. La division de l'Allemagne**

Au cours de l'année 1945, les Alliés commencent à organiser leurs zones d'occupation respectives en Allemagne. Les Américains occupent le Sud, les Britanniques l'ouest et le nord, la France le sud-ouest et les Soviétiques le centre de l'Allemagne. Le côté oriental est administré par la Pologne, sauf la ville de Königsberg (rebaptisée Kaliningrad) et ses environs, incorporés à l'URSS. Le 30 août 1945, un conseil de contrôle interallié est mis en place. Berlin est divisée en quatre secteurs et soumise au contrôle administratif de la *Kommandatura* interalliée. En 1946, les principaux criminels de guerre sont jugés à Nuremberg par des juges alliés. Cette même année, le sort des satellites de l'Allemagne et celui de l'Italie, de la Bulgarie, de la Roumanie, de la Hongrie et de la Finlande, est réglé à Paris par des traités de paix séparés.

Le 28 juillet 1946, les États-Unis proposent un plan d'unification économique des zones d'occupation. Face au refus de la France et de l'Union soviétique, les Britanniques et les Américains décident d'unir économiquement leurs deux zones pour créer en décembre de la même année la Bizone. Le 1<sup>er</sup> août 1948, la zone d'occupation française intègre la Bizone qui devient donc une Trizone. Progressivement, l'entente entre les Alliés se détériore et les organismes quadripartites deviennent ingérables. En mars 1948, le conseil de contrôle interallié interrompt ses travaux, suivi par la *Kommandatura* en juin 1948.

#### **1. Le blocus de Berlin**

L'Allemagne devient rapidement un champ d'affrontement de la guerre froide. Après avoir réorganisé politiquement leur zone d'occupation dans l'Allemagne vaincue, les Anglais et les Américains veulent aussi y relancer la vie économique, ce qui implique une réforme monétaire radicale. Le 20 juin 1948, les Occidentaux introduisent donc une nouvelle unité de compte. Le mark allemand, le Deutsche Mark (DM) est introduit dans toutes les zones occidentales et remplace le Reichsmark par trop déprécié. Cette réforme monétaire permet de remplir enfin les rayons des magasins de produits qui n'étaient plus alors disponibles que par le marché noir. Tandis que les communistes s'emparent de presque tous les postes de commande dans la zone orientale, les conceptions des anciens Alliés sur l'organisation économique et politique de l'Allemagne deviennent chaque jour plus contradictoires.

Espérant préserver l'unité de Berlin au cœur de la zone soviétique et dénonçant ce qu'elle considère comme une politique anglo-américaine du fait accompli, l'URSS réagit à cette initiative le 24 juin 1948 par le blocus total des secteurs occidentaux de Berlin. La ville est située dans la zone d'occupation soviétique mais les Américains, les Anglais et les Français sont installés dans leur zone d'occupation respective. Les voies d'accès terrestres, ferroviaires et fluviales vers Berlin sont coupées jusqu'au 12 mai 1949. Les fournitures de vivres et d'électricité sont rompues. L'introduction du DM dans les secteurs occidentaux de Berlin en est la cause officielle, mais l'Union soviétique cherche probablement à réduire l'îlot capitaliste dans sa zone d'occupation en obligeant les Britanniques, les Français et les Américains à quitter Berlin. Ceux-ci doivent réagir promptement: le pont aérien allié, mis en place par le général Lucius D. Clay, s'avère être la contre-mesure américaine appropriée.

Des milliers d'avions (plus de 270 000 vols au total) apportent chaque jour vivres, matériel de chauffage et autres objets de première nécessité dans la ville encerclée. En tout, plus de 13 000 tonnes de marchandises sont ainsi livrées chaque jour. Berlin devient l'un des principaux théâtres de la confrontation entre l'Est et l'Ouest. La division de l'Europe en deux blocs est consommée. La ville devient un symbole de liberté pour l'Occident. Les habitants de la ville ne sont plus désormais perçus comme d'anciens nazis qu'il faut punir mais comme des victimes de la menace soviétique. Quand, le 12 mai 1949, Staline décide de lever le blocus, le divorce politique de la ville est bel et bien consommé. Deux administrations municipales ont été mises en place et les Soviétiques ont procédé à la fusion des partis social-démocrate et communiste. Des élections démocratiques sont par contre organisées à Berlin-Ouest en décembre 1948 qui voient la victoire des sociaux-démocrates résolument anticommunistes. La réussite du pont aérien de Berlin permet de faire admettre aux opinions publiques occidentales le partage inéluctable de l'Allemagne. De part et d'autre du rideau de fer, la ville de Berlin devient la vitrine des modèles occidental et soviétique. Face au sentiment de menace soviétique, l'idée du réarmement de l'Allemagne et de son intégration dans une structure d'unification européenne apparaît de plus en plus prégnante aux yeux des Occidentaux.

## **2. La fondation de la RFA**

Le 2 décembre 1946, les Britanniques et les Américains décident de fusionner leur zone d'occupation respective. Avec l'adjonction de la zone française en 1948, l'Allemagne occidentale devient la Trizone. Du 20 avril au 2 juin 1948, les trois puissances se réunissent à Londres pour discuter de l'avenir du pays et décident de convoquer une assemblée constituante, le Conseil parlementaire allemand. Ses membres sont désignés par les parlements des États fédéraux, les Länder. Ces entités fédérales ont été créées par les puissances d'occupation en tenant plus ou moins compte des antécédents historiques. Tandis que l'État de Prusse est aboli par décision alliée, la Bavière est maintenue. Le 1<sup>er</sup> septembre 1948, le Conseil parlementaire commence ses travaux à Bonn. Il élit le démocrate-chrétien Konrad Adenauer à sa tête et élabore la loi fondamentale qui est promulguée le 23 mai 1949. Cette loi représente la constitution provisoire de la République fédérale d'Allemagne (RFA). Son adoption par référendum donne lieu aux premières élections législatives pour l'ensemble de la Trizone. La ville de Bonn l'emporte sur Francfort comme capitale provisoire. La ville de Berlin-Ouest reçoit le statut de Land mais reste administrée par les Alliés. Il s'agit en effet de montrer que Berlin-Ouest fait partie de la RFA en dépit de son statut particulier et de favoriser le développement économique de la ville en accordant notamment des primes aux entreprises et aux fonctionnaires qui décident de venir s'y installer.

Même si le droit de regard des puissances alliées occidentales limite encore la souveraineté allemande, la RFA se veut déjà la seule héritière légitime du Reich allemand, dissout lors de la capitulation sans condition de 1945. L'élection du Bundestag, en août 1949, consacre la victoire des chrétiens-démocrates (CDU) sur les socialistes (SPD) menés par Kurt Schumacher et dont certaines positions marxistes effraient parfois les occupants occidentaux. Les communistes et les libéraux ne récoltent que des résultats marginaux. La CDU, dirigée par Konrad Adenauer, s'affirme par contre comme la champion du retour de l'économie libérale. Adenauer, partenaire privilégié des Américains, devient le premier chancelier de la RFA.

## **3. La fondation de la RDA**

En réaction à la fondation de la République fédérale d'Allemagne (RFA) à Bonn, l'URSS favorise, en octobre 1949, la proclamation de la République démocratique allemande (RDA) à Berlin. Berlin-Est devient aussitôt la capitale de la RDA. Les Occidentaux refusent de reconnaître cet État qui, à l'instar de la RFA, a la prétention de parler pour toute l'Allemagne. Le communiste Wilhelm Pieck devient président de la RDA et Otto Grotewohl, ancien social-démocrate, est nommé chef du gouvernement. C'est pourtant Walter Ulbricht, chef du Parti communiste, qui joue le rôle

déterminant. Depuis 1946, le Parti social-démocrate (SPD) de la zone soviétique a en effet été contraint de fusionner avec le Parti communiste (KPD) pour former le Parti socialiste unifié (SED). Ce parti stalinien, dirigé par des communistes, va dominer la vie politique de la RDA jusqu'à la fin du régime communiste en 1989.

### **E. Le renforcement des alliances**

Le 22 janvier 1948, Ernest Bevin, ministre britannique des Affaires étrangères, prononce à la Chambre des Communes un discours dans lequel il dénonce la menace soviétique. Il affirme sa volonté de développer la coopération de la Grande-Bretagne avec la France et les pays du Benelux dans le cadre d'une Union occidentale.

Quelques jours plus tard, le coup d'État de Prague du 25 février 1948, par lequel les communistes prennent avec force le pouvoir en Tchécoslovaquie, donne encore plus d'acuité aux tensions internationales et aux dangers que fait régner la guerre froide. Le 17 mars 1948, les cinq pays signent à Bruxelles le traité instituant l'Union occidentale qui ne se prémunit plus uniquement contre l'Allemagne mais qui vise à prévenir toute agression armée en Europe.

Ce traité est amendé par les accords de Paris du 23 octobre 1954, fondant l'Union de l'Europe occidentale (UEO) conséquemment à l'échec de la Communauté européenne de défense (CED).

Or, les cinq pays européens membres du pacte de Bruxelles prennent rapidement conscience qu'ils ne peuvent s'opposer seuls à une éventuelle attaque de l'URSS.

Le 11 juin 1948, le Congrès américain vote l'amendement Vandenberg, qui met définitivement fin à l'isolationnisme américain en autorisant les États-Unis à s'engager même en temps de paix dans des alliances internationales. La voie est désormais ouverte pour l'Alliance atlantique. Le 4 avril 1949, douze ministres des Affaires étrangères signent à Washington le traité instituant l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Aux Cinq de l'Union occidentale s'ajoutent les États-Unis, le Canada, le Danemark, l'Islande, l'Italie, la Norvège et le Portugal.

La création d'une alliance euro-américaine est vivement contestée par les communistes du monde entier. Les négociations atlantiques sont d'ailleurs marquées par les menaces et les intimidations à peine voilées que formule le Kremlin contre les puissances occidentales. Mais le climat de peur qui entoure la ratification des traités d'adhésion par les parlements occidentaux ne fait qu'accélérer les opérations. Le traité d'Alliance atlantique entre en vigueur le 23 août 1949 et ouvre la voie de la défense de l'Europe de l'Ouest dans un cadre transatlantique.

En 1953, le nouveau président américain Eisenhower et son secrétaire d'État John Foster Dulles élargissent la doctrine Truman et mettent en place la politique du *roll back*, qui vise non seulement à endiguer le communisme, mais aussi à le refouler. D'où l'obligation de s'allier militairement avec les pays menacés par l'expansion communiste. Le début des années 1950 est ainsi caractérisé par la «pactomanie». De nombreux traités comparables à celui de l'OTAN sont signés: l'ANZUS (*Australia, New-Zealand, United States*) en 1951, l'OTASE (Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est) en 1954 et le pacte de Bagdad en 1955.

L'URSS réplique en 1955 par la création du pacte de Varsovie. Suite à l'adhésion de la RFA au traité de l'Atlantique Nord le 9 mai 1955, les pays socialistes d'Europe de l'Est s'organisent également dans une alliance militaire. Il s'agit d'un pacte de défense réciproque en cas d'agression regroupant l'URSS, l'Albanie, la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la RDA, la Roumanie et la Tchécoslovaquie.

## **F. Les premiers affrontements**

À partir de 1947, la guerre froide donne lieu à des conflits localisés, qui opposent les deux camps sans pour autant déclencher une guerre ouverte entre les États-Unis et l'URSS.

Ainsi, la Grèce est en proie à une guerre civile depuis l'automne 1946 et après avoir laissé faire le Royaume-Uni, les États-Unis y interviennent activement pour soutenir les forces anticommunistes. En Chine, l'appui américain va au nationaliste Tchang Kaï-Chek sans que cela suffise toutefois à freiner l'avancée des communistes soutenus par l'Union soviétique. En juin 1950, avec l'invasion par les troupes communistes nord-coréennes de la Corée du Sud, la guerre froide se déplace de l'Europe vers l'Asie du Sud-Est. La région devient le théâtre d'un conflit idéologique sanglant entre l'Occident et le monde communiste, qui contribue indirectement à précipiter le réarmement de la République fédérale allemande.

### **1. La guerre civile en Grèce**

Depuis le lendemain de la Seconde Guerre mondiale, de violents combats opposent les communistes aux troupes gouvernementales qui reçoivent une aide militaire et financière massive des Britanniques puis des Américains qui redoutent de voir le pays, le dernier des Balkans à ne pas être sous hégémonie soviétique, se transformer à son tour en une République populaire. Voisine de la Turquie, la Grèce constitue donc une zone stratégique et économique de première importance pour barrer la route à la domination soviétique en Méditerranée orientale et protéger les ressources pétrolières du Moyen-Orient. Les États-Unis s'engagent ainsi à préserver l'indépendance et l'intégralité territoriale du royaume en poussant les autorités politiques à constituer un gouvernement d'unité nationale et à entreprendre une série de réformes économiques. En engageant une action qui aboutira, en deux ans, à la victoire des armées royalistes, les États-Unis font d'eux-mêmes le leader incontesté du «monde libre». La Grèce profite du plan Marshall et s'insère peu à peu dans le système occidental en intégrant le Conseil de l'Europe en 1949 et l'OTAN en 1951. La fin de la révolte communiste en Grèce, qui entraîne la mort de plus de 50 000 personnes, marque le terme de la progression de l'influence soviétique en Europe.

### **2. La révolution en Chine**

Au printemps 1946, la guerre civile éclate en Chine. Les communistes conduits par Mao Tsé-Tung, aguerris par la résistance face au Japon, promettent une redistribution des terres aux paysans. Malgré l'appui américain qui se focalise progressivement sur l'Europe, le gouvernement nationaliste du général Tchang Kaï-Chek est contraint de quitter le continent et de se réfugier sur l'île de Formose en 1950. La République populaire de Chine est proclamée le 1<sup>er</sup> octobre 1949 avec Mao comme président. Les communistes occupent tous les postes-clés de l'État. Les opposants sont systématiquement arrêtés ou exécutés. Cette victoire renforce considérablement la position du communisme mondial qui s'étend désormais de la mer de Chine à l'Elbe. Mais la Chine communiste, qui a certes besoin de l'aide économique soviétique dans les premières années de la République populaire, n'en est pas pour autant un simple satellite de l'Union soviétique. Et si elle s'engage auprès de l'URSS dans certains conflits de la guerre froide, elle ne s'intègre pas pour autant dans le bloc soviétique.

### **3. La guerre de Corée**

Le 25 juin 1950, les troupes communistes de Corée du Nord franchissent le 38<sup>e</sup> parallèle qui, depuis 1945, marque la ligne de démarcation militaire entre le nord – sous influence soviétique – et le sud – sous influence américaine – du pays. En fait, les affrontements frontaliers et l'invasion du sud de la

péninsule marquent le début de la guerre de Corée. Les États-Unis, décidés à soutenir les autorités du Sud, profitent d'une absence temporaire du délégué soviétique au Conseil de sécurité des Nations unies pour engager l'Organisation des Nations unies (ONU) dans la défense de la Corée du Sud. Ils demandent à l'ONU d'appliquer le principe de la sécurité collective et de voter des sanctions contre la Corée du Nord. En juin 1950, des forces aériennes et navales américaines débarquent dans la péninsule. Seize pays, dont la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg, participent à la constitution d'une force internationale sous commandement américain. La Corée du Nord jouit par contre de l'appui diplomatique de l'URSS et de l'aide militaire de la Chine populaire.

Ayant pu refouler les troupes nord-coréennes jusqu'à la frontière chinoise, le général américain MacArthur est néanmoins confronté, dès le début de 1951, à une contre-offensive massive de renforts chinois. Il propose alors au président américain, Harry Truman, de bombarder la Chine communiste en recourant, s'il le faut, à l'arme atomique. La situation devient véritablement dramatique: un nouveau conflit mondial paraît imminent. Mais le président refuse l'emploi de la bombe atomique et la guerre se poursuit malgré d'incessantes tractations diplomatiques en vue d'instaurer un cessez-le-feu. L'armistice est finalement signé en juillet 1953 dans le climat de détente internationale que suscite la mort de Staline quatre mois plus tôt. Les États-Unis offrent cependant une aide économique importante à la Corée du Sud tandis que l'URSS soutient la Corée du Nord, rendant pour longtemps impossible la réunification du pays.

Pendant ce conflit, la guerre froide touche assurément à son apogée. Elle débouche en effet sur une psychose anticommuniste aux États-Unis et ne manque pas d'avoir des effets en Europe de l'Ouest qui se sent de plus en plus faible face aux deux Grands sur la scène internationale.

## **II. De la coexistence pacifique aux paroxysmes de la guerre froide (1953-1962)**

Après la mort de Staline en mars 1953, ses successeurs se montrent plus conciliants vis-à-vis des Occidentaux. À partir de 1955, Nikita S. Khrouchtchev, le nouveau Premier secrétaire du PCUS, développe une politique de coexistence pacifique. Forte de son avance dans le domaine thermonucléaire et spatial, l'URSS veut en effet profiter du nouveau climat de paix dans le monde pour ramener la rivalité qui oppose l'Union soviétique aux États-Unis aux seuls domaines idéologique et économique.

Aux États-Unis, le président Eisenhower doit tenir compte des dangers d'escalade et des risques de confrontation nucléaire directe avec les Soviétiques, et opte, dès l'année 1953, pour une nouvelle stratégie, celle du *new look*. Celle-ci combine à la fois la diplomatie et la menace des représailles massives, *massive retaliation*. En outre, les États-Unis ne détiennent plus le monopole de l'arme atomique et doivent tenir compte des progrès technologiques de l'Union soviétique qui, depuis 1949, s'est dotée de la bombe A et dispose de la bombe H en 1953.

La première conséquence tangible de la nouvelle politique soviétique est l'accord sur l'Autriche en mai 1955. Le traité d'État autrichien met officiellement fin à la situation de guerre dans l'État alpin et restitue au pays son indépendance sous condition d'une neutralité permanente.

Or, malgré des signes encourageants, la méfiance et l'opposition idéologique entre les deux blocs n'ont pourtant pas disparu. En Europe de l'Est, les populations de plusieurs États satellites essaient de se libérer du joug de Moscou et la guerre froide atteint son paroxysme au début des années soixante. En Europe, le statut de la ville de Berlin reste un enjeu majeur pour les deux superpuissances. La construction du mur de Berlin, en été 1961, supprime le dernier point de passage entre l'Ouest et l'Est. Ailleurs dans le monde, la tension autour de l'île de Cuba culmine dans le bras de fer qui se joue en octobre 1962 entre John F. Kennedy et Nikita S. Khrouchtchev au sujet du stationnement de missiles nucléaires soviétiques à Cuba.

Donc, si au milieu des années cinquante, les relations Est-Ouest évoluent et sont placées sous le signe de la coexistence pacifique, la guerre froide n'a pas pour autant disparu et les tensions idéologiques entre les deux blocs subsistent.

### **A. L'accord de neutralité de l'Autriche**

Le 15 mai 1955, l'URSS signe, avec les trois puissances occidentales qui occupent l'Autriche (États-Unis, Grande-Bretagne et France) un traité qui met officiellement fin à la situation de guerre dans l'État alpin. L'Autriche de l'après-guerre fait en effet souvent office d'avant-poste pour les Américains et les Soviétiques quand ils veulent prouver leur volonté de dialoguer. En vertu du nouveau traité d'État, le gouvernement autrichien doit proclamer la neutralité militaire du pays en échange du départ des troupes d'occupation. Ainsi, la zone d'occupation soviétique en Autriche orientale est, avec la Finlande, la Norvège du nord et l'île danoise de Bornholm, la seule région en Europe dont l'Armée rouge accepte finalement de se retirer. La même année, l'Autriche adhère à l'Organisation des Nations unies (ONU) et au Conseil de l'Europe.

### **B. «L'esprit de Genève»**

Du 18 au 23 juillet 1955, les chefs de gouvernement des quatre grandes puissances (États-Unis, Royaume-Uni, France et URSS) se réunissent à Genève. C'est leur première rencontre au sommet depuis dix ans. Les pourparlers portent à la fois sur la sécurité européenne, sur le désarmement et sur les relations Est-Ouest. Même si les Quatre ne parviennent pas à un accord, notamment en ce qui concerne le sort futur de l'Allemagne, la réunion se termine dans un climat de détente entre les différents protagonistes. On va même jusqu'à parler d'un nouvel «esprit de Genève» en référence au climat pacifiste qui avait déjà animé la Société des Nations (SDN) dans la période de l'entre-deux-guerres.

D'autres signes soulignant cette volonté de coexistence pacifique sont notamment la visite du chancelier de la RFA Konrad Adenauer à Moscou en 1955, le voyage de Khrouchtchev aux États-Unis en 1959, ainsi que sa rencontre avec le président américain John F. Kennedy à Vienne en 1961.

Malgré ces signes encourageants, la méfiance et l'opposition idéologique entre les deux blocs n'ont pourtant pas disparu.

### **C. La répression de l'insurrection hongroise**

En Europe centrale et orientale, avec le décès de Staline et les débuts de la politique de déstalinisation engagée par le nouveau leader communiste Nikita Khrouchtchev, les populations de plusieurs États satellites essaient de se libérer du joug de Moscou. La Pologne, malgré un certain nombre de heurts violents à Poznan, voit la réhabilitation de Ladislas Gomulka, ancien secrétaire général du Parti ouvrier, arrêté en 1951 et qui devient dès octobre 1956 le nouveau premier secrétaire du comité central du Parti ouvrier unifié de Pologne (POUP). Il réussit in extremis à éviter une intervention militaire de l'URSS pour mater les émeutes ouvrières et le coup d'État d'octobre 1956.

En revanche, la situation est tout autre pour l'Allemagne de l'Est et pour la Hongrie. Ces deux pays subissent en juin 1953 et novembre 1956 respectivement l'intervention militaire de l'URSS, bien décidée à mettre fin aux insurrections populaires et à réaffirmer ainsi sa volonté de tenir dans une main de fer son «glacis».

En Hongrie, les intellectuels et les étudiants, aigris par le régime communiste, exigent le départ des troupes soviétiques et l'organisation d'élections libres et pluralistes. Dans les années cinquante, la population proteste de plus en plus ouvertement contre la baisse du niveau de vie et contre l'aliénation de l'indépendance nationale.

Fin octobre 1956, dès la nouvelle de la rébellion polonaise contre la tutelle soviétique, les opposants politiques hongrois font également connaître leur mécontentement en défilant pacifiquement dans les rues de Budapest avant d'organiser la lutte armée. Une partie de l'armée hongroise se range alors du côté des insurgés. Un nouveau gouvernement magyare, placé sous la direction d'Imre Nagy, prend fait et cause pour les insurgés. Il demande le retrait des troupes soviétiques et abolit le système de parti unique avant de proclamer le retrait unilatéral de la Hongrie du pacte de Varsovie et la neutralité du pays.

Le 1<sup>er</sup> novembre 1956, l'Armée rouge fait mine de se retirer. Mais en vérité, elle continue à observer le pays qui sombre dans la «contre-révolution». Entre le 4 et le 8 novembre 1956, Nikita S. Khrouchtchev charge l'Armée rouge de liquider l'insurrection hongroise par la force. Les troupes soviétiques attaquent en masse et destituent le gouvernement d'indépendance nationale.

Une répression impitoyable s'abat immédiatement sur la Hongrie et des centaines de milliers de Hongrois se réfugient à l'Ouest. Le nouveau gouvernement hongrois à la solde de Moscou rétablit dans le pays un régime dictatorial et referme toutes les frontières. Par cette intervention musclée au mépris de la démocratie, le prestige de l'URSS dans les pays d'Europe occidentale tombe au plus bas depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Mais, le moment choisi par les Soviétiques leur est très favorable puisque le camp occidental, profondément divisé et affaibli par la crise de Suez qui se trame au même moment, n'est pas en mesure de réagir de façon appropriée et assiste, impuissant, à l'intervention russe.

#### **D. La construction du mur de Berlin**

Dans les années cinquante, la ville de Berlin est toujours divisée entre une partie occidentale, comprenant les secteurs américain, britannique et français, et une partie soviétique. À chaque crise internationale, le sort de Berlin fait figure de thermomètre du degré de gravité de la crise. En effet, les puissances alliées occidentales tiennent absolument à conserver leurs droits dans l'ancienne capitale du Reich. Pour le gouvernement communiste de la République démocratique allemande (RDA), Berlin-Ouest est une provocation permanente puisqu'elle constitue une échappatoire aisée pour un grand nombre d'Allemands de l'Est candidats à l'exil.

En 1953, le niveau de production en République démocratique d'Allemagne (RDA) affiche des résultats médiocres. Afin de dynamiser la production, le Parti socialiste unifié (SED), placé sous la direction du leader stalinien Walter Ulbricht, impose aux travailleurs des conditions de travail toujours plus contraignantes. Mais il ne promet en échange aucune amélioration du niveau de vie de la population. Or, les Berlinois de l'Est constatent et envient la prospérité économique qui s'accroît sans cesse dans les secteurs occidentaux.

Les 16 et 17 juin 1953, des grèves insurrectionnelles éclatent à Berlin-Est et se propagent rapidement dans toute l'Allemagne orientale. Mais elles sont aussitôt durement réprimées par l'intervention militaire de l'armée soviétique et causent de nombreuses victimes. L'échec de la révolte de juin 1953 va entraîner la fuite de plusieurs centaines de milliers d'Allemands de l'Est vers la République fédérale d'Allemagne (RFA). En moins de dix ans, plus de deux millions de personnes passent ainsi de l'Est vers l'Ouest.

Pour stopper cet exode massif et continu qui affaiblit notablement l'économie du pays, la RDA va finalement empêcher le passage à l'Ouest. Des ouvriers est-allemands encadrés par l'armée

construisent, dans la nuit du 12 au 13 août 1961, un mur qui sépare l'Est et l'Ouest de Berlin en interdisant tout passage.

Résignées, les puissances occidentales ne peuvent protester que verbalement. Lors d'un voyage à Berlin le 26 juin 1963, le président John F. Kennedy marque sa sympathie pour Berlin-Ouest en proclamant: *Ich bin ein Berliner*.

Mais en pratique, la transgression du mur dit «de la honte» est pratiquement impossible. Cette frontière fermée est le symbole le plus tangible de la guerre froide et du déchirement de l'Europe.

### **E. La crise de Cuba**

En 1962, une nouvelle épreuve de force s'engage à Cuba: pendant quinze jours, le monde se trouvera au bord de l'affrontement nucléaire.

Depuis le renversement révolutionnaire de la dictature militaire de Fulgencio Batista en janvier 1959, l'île de Cuba est dirigée par Fidel Castro. Tout en mettant en place une réforme agraire, Castro nationalise les propriétés des entreprises américaines sur l'île et s'attire aussitôt les foudres de Washington. Le dirigeant cubain pro-communiste se rapproche alors de plus en plus de l'URSS qui se félicite de trouver un nouvel allié dans l'hémisphère occidental et dans le périmètre de sécurité des États-Unis. Les régimes cubain et soviétique signent successivement des accords de coopération commerciale puis militaire. Les États-Unis essaient alors de renverser le nouveau régime en organisant, en avril 1961, un débarquement d'exilés anticastristes dans la baie des Cochons. L'opération échoue et ne fait finalement que contribuer au renforcement de Castro. Il attire à Cuba, seul pays communiste du continent américain, de nombreux révolutionnaires d'Amérique latine et menace le prestige des États-Unis dans la région. Khrouchtchev décide en effet de livrer secrètement aux Cubains des fusées offensives à moyenne portée capables de menacer directement le sol des États-Unis.

Le 14 octobre 1962, après avoir repéré des cargos soviétiques chargés de missiles en route vers l'île, des avions espions américains prennent également des clichés de rampes de lancement de fusées soviétiques à moyenne portée.

Le président américain, John F. Kennedy, décide alors d'imposer un blocus maritime en fermant les voies d'accès vers Cuba. La moindre tentative des bateaux soviétiques de forcer la quarantaine américaine peut à tout moment mettre le feu aux poudres et provoquer un conflit ouvert entre les États-Unis et l'Union soviétique. L'Europe, et l'Allemagne en particulier, constitueraient alors immanquablement un terrain d'affrontement.

Mais au dernier moment, après de nombreux contacts entre Moscou et Washington, notamment par l'intermédiaire des Nations unies, un compromis émerge: les bateaux soviétiques acceptent de rebrousser chemin tandis que les Américains s'engagent à ne pas envahir Cuba et à retirer leurs fusées de Turquie. Le 28 octobre, la guerre nucléaire est évitée de justesse et les deux géants en reviennent aux négociations à propos du désarmement. En Europe, par ailleurs, la crise favorise le renforcement des liens franco-allemands.

### **III. De la détente au regain des tensions (1962-1985)**

Ayant frôlé la guerre nucléaire, les États-Unis et l'URSS ont tiré les conséquences de la crise de Cuba. Cet affrontement entre les deux Grands a en effet introduit dans la guerre froide une sorte d'armistice. En 1963, une ligne directe – le fameux «téléphone rouge» – est établie entre Washington et Moscou et les deux Grands amorcent un dialogue visant à limiter la course aux

armements. D'autres raisons expliquent aussi la modération des deux parties. Les États-Unis ont de plus en plus de mal à financer leur présence militaire mondiale et leur engagement croissant dans la guerre du Viêt Nam, à partir de 1964, est vivement critiqué par l'opinion publique. En Europe, l'heure est à l'*Ostpolitik*: la République fédérale d'Allemagne se rapproche de la République démocratique allemande, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de l'URSS. Comme l'Europe se trouve toujours au centre de la confrontation Est-Ouest, elle cherche à promouvoir la détente entre les deux blocs militaires. Elle contribue ainsi au maintien de la paix mondiale et suscite un espoir de réunification du continent au sommet d'Helsinki en 1975.

Néanmoins, la tentative d'Alexandre Dubcek de libéraliser le régime communiste en Tchécoslovaquie est écrasée en août 1968 par l'intervention des armées du pacte de Varsovie. À la fin des années 1970, les deux Grands cherchent à étendre leur influence respective. C'est surtout la politique soviétique en Afrique et l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS qui refroidissent les relations américano-soviétiques. Aux États-Unis, c'est le discours *America is back* du nouveau président américain Ronald Reagan qui donne le ton de la guerre froide dans les années 1980. Cette période est notamment marquée par une nouvelle course aux armements.

### A. L'*Ostpolitik* de Willy Brandt

L'année 1969 marque une rupture dans la vie politique d'Allemagne occidentale. Pour la première fois depuis la fondation de la RFA en 1949, les démocrates-chrétiens sont exclus du gouvernement. La coalition sociale-libérale, conduite par Willy Brandt à partir d'octobre, veut innover en politique étrangère et briser les tabous. Les grandes puissances surveillent de près le rapprochement Est-Ouest engagé par le nouveau chancelier Brandt. Mais elles laissent faire.

Un certain rééquilibrage est ainsi entrepris, sans jamais remettre en question les alliances contractées. Les principaux artisans de la nouvelle politique allemande en faveur de la détente en Europe sont le chancelier allemand Willy Brandt et son premier conseiller diplomatique Egon Bahr.

Le 28 novembre 1969, la RFA signe avec l'URSS le traité de non-prolifération des armes nucléaires. C'est la politique de normalisation et d'ouverture à l'Est, l'*Ostpolitik*, qui vise à restituer à la RFA, puissance économique, sa place sur la scène internationale en s'inscrivant dans le contexte général de la détente Est-Ouest.

La clé de l'*Ostpolitik* se trouve dans les traités avec l'Est, les *Ostverträge*. Le premier de ces traités est signé par la RFA et l'URSS à Moscou, le 12 août 1970. Il est la base de toute l'*Ostpolitik* en ce qu'il ouvre la voie à la normalisation diplomatique et confirme le statu quo territorial. Il exclut tout recours à la force entre les deux États et prévoit le respect de l'intégrité territoriale et des frontières telles qu'elles existent. Il est rapidement suivi par divers accords commerciaux – la RFA est le premier client occidental de l'URSS – et les rencontres entre dirigeants des deux pays se font plus fréquentes.

Le 3 septembre 1971, un accord quadripartite interallié, signé entre les États-Unis, la France, l'URSS et la Grande-Bretagne, permet de régler notamment les conditions de circulation des Berlinois de l'Ouest et des Alliés sur les voies de transit.

Par la suite, l'Allemagne fédérale reconnaît les nouvelles frontières occidentales de la Pologne appelées ligne «Oder-Neisse», acte qu'elle avait toujours refusé précédemment. Après la signature du traité germano-soviétique, la RFA signe avec la Pologne un traité germano-polonais à Varsovie, le 10 décembre 1970. Il permet notamment à des ressortissants polonais d'origine allemande de s'installer en RFA.

Le traité avec la Tchécoslovaquie est le plus difficile à régler, à cause du contentieux résultant des

accords de Munich de 1938 et de la déportation au lendemain de la Seconde Guerre mondiale d'une minorité allemande installée sur le territoire tchécoslovaque des Sudètes.

Le 21 décembre 1972, la RFA et la RDA signent à Berlin-Est le traité fondamental qui consacre la reconnaissance mutuelle des deux États allemands et normalise leurs relations politiques et commerciales. Le statu quo diplomatique et l'intangibilité de la frontière interallemande sont reconnus en attendant la perspective d'une réunification. La RDA est alors également reconnue par les pays occidentaux. La RFA et la RDA deviennent simultanément membres de l'Organisation des Nations unies (ONU) en septembre 1973.

## B. L'entente Est-Ouest

Le 1<sup>er</sup> août 1975, l'acte final du sommet d'Helsinki clôt la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) ouverte le 3 juillet 1973. La CSCE se présente comme un forum de négociations permanentes qui, sans être institutionnalisé, vise à renforcer la coopération entre des États longtemps antagonistes et, indirectement, à dépasser la division de l'Europe en blocs situés de part et d'autre du mur de Berlin. Relevant d'une approche euro-atlantique, y participent de plein droit tous les pays dont le territoire se situe, en tout ou en partie, sur le continent européen ainsi qu'aux États-Unis et au Canada. De fait, seule l'Albanie se tient à l'écart de la CSCE. Les trente-cinq participants, membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), du pacte de Varsovie ou neutres, reconnaissent les frontières établies *de facto* en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'accord d'Helsinki porte en outre sur la non-intervention dans les affaires intérieures, sur les questions militaires, sur la coopération économique, technique et scientifique, sur les principes démocratiques et même sur la protection de l'environnement.

Le début des années soixante-dix est également marqué par la volonté de détente entre les deux Grands. Par les traités SALT1 (*Strategic Arms Limitation Talks*) du 26 mai 1972 sur la limitation des armements stratégiques, ils s'engagent à ne pas fabriquer d'armes stratégiques pendant cinq ans, à limiter le nombre de missiles antimissiles ABM et à ne plus construire des rampes de lancement terrestres. Cet accord n'enlève cependant rien à la puissance des États-Unis et de l'URSS puisque les deux Grands détiennent toujours un arsenal nucléaire qui rend possible un *overkill*, c'est-à-dire que les deux nations possèdent un arsenal nucléaire suffisant pour pouvoir se détruire l'une et l'autre plusieurs fois.

Autre signe de détente, les États-Unis lèvent partiellement l'embargo commercial instauré à l'encontre de l'URSS en 1949 et signent avec Moscou un accord commercial en octobre 1972. La visite de Leonid Brejnev aux États-Unis, en juin 1973, permet également la signature d'un traité sur la prévention de la guerre nucléaire. Un troisième sommet entre Leonid Brejnev et Richard Nixon à Moscou et en Crimée en juin-juillet 1974 est moins satisfaisant, car la guerre du Kippour, opposant Israël et une coalition arabe menée par l'Égypte et la Syrie, pèse sur les relations entre les deux Grands.

Les accords SALT I ont eu paradoxalement pour conséquence de stimuler la course aux armements: le développement des missiles à têtes nucléaires multiples, des armes tactiques, des bombardiers et de la «bombe à neutrons» est en effet accéléré, car ces équipements ne sont pas couverts par l'accord de 1972. En conséquence, les négociations pour un second accord SALT traînent en longueur et les dépenses militaires soviétiques et américaines s'accroissent. Les accords SALT II sont finalement signés le 18 juin 1979: ils limitent le nombre de lance-missiles et de bombardiers. Or, ils ne sont pas entrés en vigueur, en raison de l'intervention soviétique en Afghanistan. De plus, les accords SALT II n'empêchent pas le déploiement en Europe de nouveaux missiles soviétiques à moyen rayon d'action, les SS-20: à la fin des années 1970, la crise des euromissiles commence.

### **C. L'écrasement du Printemps de Prague**

La détente engage les relations internationales dans une période moins troublée, mais des crises demeurent. Ainsi, la rupture entre Moscou et la Chine est consommée en 1962 et des affrontements militaires éclatent autour de la frontière sino-soviétique en 1969. À l'Est, la contestation du bloc soviétique est surtout le fait de la Tchécoslovaquie. Le Parti communiste est au pouvoir dans le pays depuis le coup de Prague de 1948. En janvier 1968, le stalinien Antonín Novotný est mis en minorité et remplacé par un communiste libéral voulant concilier socialisme et liberté, Alexandre Dubček. Le régime se libéralise au printemps 1968. La censure est abolie et les Tchèques ont désormais le droit de voyager à l'étranger. Le premier secrétaire du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS), Léonid Brejnev, fait part de son mécontentement, mais Prague refuse d'obtempérer. Au contraire, au fur et à mesure que les pressions s'accroissent, la libéralisation progresse.

Le 21 août 1968, profitant de manœuvres qu'ils ont prorogées, les troupes du pacte de Varsovie, excepté celles de Roumanie, occupent le pays et arrêtent les dirigeants «déviationnistes». Même si Alexandre Dubček, remis en liberté, reste encore un certain temps à son poste, il va être remplacé plus tard par le pro-soviétique Gustáv Husák qui surveille la normalisation.

L'URSS a encore une fois démontré qu'elle n'est prête à accorder qu'une souveraineté limitée à ses frères du camp socialiste.

Les puissances occidentales et l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) n'ont pas réagi à l'invasion de la Tchécoslovaquie si ce n'est que par des déclarations de regret.

### **D. La guerre du Viêt Nam**

La «détente» s'accompagne aussi de conflits localisés qui ne remettent pas directement en cause l'entente entre les États-Unis et l'URSS. C'est surtout le cas de la guerre du Viêt Nam, qui marque profondément les années soixante et le début des années soixante-dix. Elle s'intègre dans le cadre général de la guerre froide et de la lutte des États-Unis contre l'expansion du communisme, mais sans affrontement direct entre les deux Grands. Les Américains justifient leur intervention militaire au Viêt Nam par la théorie des dominos, selon laquelle il fallait éviter le basculement d'un pays vers le communisme, car les pays voisins basculeraient à leur tour. Le but est de prévenir une future domination communiste du sud-est asiatique.

En 1961, le président John F. Kennedy, convaincu que la Chine communiste soutient activement le Viêt Nam du Nord, approuve un programme d'action militaire américaine au Viêt Nam afin de soutenir le gouvernement nationaliste contre la rébellion communiste. Désireux d'assurer la paix en Asie du Sud-Est et de préserver les intérêts économiques et politiques des États-Unis dans la région, son successeur, le président Lyndon B. Johnson, renforce davantage l'engagement américain, en augmentant massivement la présence américaine qui passe ainsi de 23 000 hommes en 1965 à plus de 540 000 en 1969. Les rebelles communistes du Viêt Công, soutenus par l'armée du Viêt Nam du Nord, sont ravitaillés par la piste Hô-chi-minh constituée d'un système de sentiers, de tunnels et de bunkers que les Américains tentent vainement de détruire. L'URSS et la Chine assistent alors d'autant plus activement les communistes du Front national de Libération (FNL) par des livraisons d'armes et de vivres sans toutefois intervenir directement dans le conflit. En février 1965, les Américains procèdent à des bombardements d'objectifs militaires et industriels au Viêt Nam du Nord. Une guérilla incessante s'ensuit malgré les tentatives infructueuses de médiation internationale.

En janvier 1968, l'offensive du Têt (nouvel an) des communistes accélère l'escalade du conflit et plonge l'Amérique, longtemps persuadée de la victoire finale, dans le doute. L'opinion publique américaine, choquée par les reportages quotidiens à la télévision et les lourdes pertes en vies

humaines, est de plus en plus hostile à la guerre et pousse les États-Unis à se désengager et à alléger les dépenses militaires.

Après de nouveaux bombardements américains massifs ordonnés par le président Nixon, les négociations de paix commencent à Paris en mai 1968. Les accords de Paris du 27 janvier 1973 permettent finalement aux États-Unis de se retirer du conflit. Leur allié sud-vietnamien, laissé seul, succombe deux années plus tard à la pression des Viêt Côm et des Vietnamiens du Nord. La chute de Saïgon, le 30 avril 1975, marque véritablement la fin de la guerre du Viêt Nam. L'intervention des forces américaines dans le borbier vietnamien pèse sur la politique des États-Unis et nuit gravement à l'image américaine dans le monde et spécialement en Europe occidentale.

### **E. L'expansionnisme soviétique**

Même si l'entente entre les deux Grands entraîne un repli stratégique, les États-Unis continuent à défendre leurs zones d'influence à travers le monde. Ainsi, grâce aux accords de Camp David, du 17 septembre 1978, qui règlent le retrait israélien de la péninsule du Sinaï, le président américain, Jimmy Carter, réintègre l'Égypte dans la zone d'influence américaine.

De son côté, à la faveur de la décolonisation, l'URSS cherche à conquérir de nouvelles sphères d'influence. Depuis James Monroe, président des États-Unis de 1817 à 1825, le Nicaragua, en Amérique centrale, constitue une zone d'influence américaine. Profitant du peu d'intérêt que le président Jimmy Carter porte au pays, le front sandiniste réussit à évincer le dictateur Anastasio Somoza. Très vite, Cuba et l'URSS deviennent les nouveaux alliés du régime sandiniste.

L'URSS, profitant du dénouement du conflit vietnamien en 1975, prend également pied sur le continent africain, notamment en Guinée, au Mozambique et en Angola. La chute du régime impérial éthiopien de Hailé Sélassié en septembre 1974 et l'installation immédiate d'une dictature communiste dans le plus ancien État africain ne font qu'accentuer l'emprise soviétique en Afrique au détriment de la Chine. Dans un premier temps, les États-Unis ne réagissent que mollement et ponctuellement à cette avancée soviétique dans une série d'États dits à orientation socialiste. Les Américains soutiennent ainsi la guérilla anticommuniste en Angola.

En revanche, l'invasion de l'Afghanistan par l'armée soviétique, le 24 décembre 1979, entraîne une réaction beaucoup plus vigoureuse de la part du monde occidental. L'URSS cherche à soutenir le pouvoir communiste en place confronté à une guérilla contre-révolutionnaire de plus en plus menaçante. Le président Jimmy Carter ordonne le boycott des Jeux Olympiques organisés à Moscou en 1980 et décrète un embargo sur les exportations de céréales vers l'URSS. L'ONU adopte une résolution condamnant cette invasion militaire. Les États-Unis ne se limitent pas à des condamnations diplomatiques. Durant les dix ans du conflit, les services secrets américains, la *Central Intelligence Agency* (CIA), vont soutenir et financer la résistance afghane moudjahidine.

### **F. La course aux armements et la «guerre des Étoiles»**

Aux États-Unis, le scandale du Watergate aboutit à la démission du président Richard Nixon, le 8 août 1974. Cette affaire jette le discrédit sur la fonction présidentielle dans une Amérique déjà traumatisée par la défaite de la guerre du Viêt Nam et en perte d'influence. Cinq ans plus tard, le 4 novembre 1979, dans un Iran dirigé par l'ayatollah Khomeiny, des étudiants iraniens occupent l'ambassade des États-Unis à Téhéran et retiennent en otage plus d'une cinquantaine de personnes. Les États-Unis paraissent impuissants à régler la situation et en avril 1980, l'opération militaire américaine visant à secourir les otages se solde par un fiasco et décrédibilise un peu plus la présidence de Jimmy Carter. À ce tableau, il faut aussi ajouter l'invasion soviétique de l'Afghanistan en décembre 1979, qui provoque un choc dans l'opinion publique américaine.

En 1980, après tous ces échecs et ces humiliations, les Américains votent à leur tête un homme déterminé à rétablir l'image des États-Unis dans le monde. Le nouveau président Ronald Reagan qualifie l'URSS d'«empire du mal» et relance la course aux armements. Sa présidence est marquée notamment par une augmentation des dépenses militaires et un renforcement considérable des budgets alloués aux forces armées. La course aux armements atteint une telle dimension que l'on peut parler d'équilibre de la terreur. La détente est abandonnée et les interventions directes et indirectes dans le monde augmentent: les États-Unis soutiennent le Royaume-Uni dans la guerre des Malouines (1982), ils accordent un appui aux contre-révolutionnaires d'Amérique latine (par exemple les Contras au Nicaragua), et renversent le régime pro-soviétique de l'île de la Grenade (1983).

À la fin des années 1970, éclate la crise des euromissiles. L'enjeu de cette dure bataille diplomatique est l'installation par les États-Unis en Europe de missiles de croisière et de fusées Pershing II, afin d'équilibrer la menace découlant du déploiement en Europe de l'Est de fusées soviétiques SS-20. Le 28 octobre 1977, le chancelier ouest-allemand Helmut Schmidt prononce un discours à l'Institut international d'études stratégiques de Londres, dans lequel il dénonce la menace que fait planer sur l'Europe occidentale le déploiement des missiles soviétiques SS-20. Ceux-ci menacent en profondeur tous les pays de l'OTAN et les bases occidentales. L'URSS cherche en effet à avoir une supériorité régionale sur le théâtre européen. De plus, le renforcement militaire du pacte de Varsovie et sa supériorité numérique en matériel et en hommes sur l'OTAN remettent en question l'aptitude de l'Alliance atlantique à appliquer une défense classique forte. Le discours de Helmut Schmidt appelle donc à une réévaluation de l'engagement nucléaire américain en Europe. Le Vieux continent devient, une fois de plus, l'enjeu de cette lutte entre les deux blocs. L'accroissement du potentiel des forces nucléaires du pacte de Varsovie avec l'arrivée des SS-20 soviétiques est une des raisons qui amènent l'OTAN, à prendre la décision, le 12 décembre 1979, de mettre en place 572 missiles américains (108 Pershing II et 464 missiles de croisière) en Europe.

Le déploiement effectif des missiles américains à partir de 1983 dans certains pays d'Europe occidentale (Royaume-Uni, Pays-Bas, Belgique, Italie et RFA) entraîne, sur décision de Moscou, l'échec des négociations sur le désarmement à Genève, ouvertes depuis juin 1982. Cette crise des euromissiles entraîne des campagnes d'action d'envergure des pacifistes européens qui manifestent contre ce déploiement.

Cette période de tension Est-Ouest favorise la course aux armements dont l'élément essentiel est le programme de la «guerre des Étoiles» du président américain Reagan.

Le 23 mars 1983, Ronald Reagan annonce un immense programme technologique baptisé «Initiative de défense stratégique (IDS)» ou «guerre des Étoiles»: les États-Unis seraient protégés des armes nucléaires adverses par un «bouclier spatial» qui détecterait et détruirait les missiles balistiques ennemis dès leur lancement.

Le projet américain (qui n'aboutira jamais) entraîne l'URSS dans une folle course aux armements, dont les coûts financiers et économiques finiront par l'épuiser... Ce n'est qu'en 1985, avec l'arrivée au pouvoir en URSS de Mikhaïl Gorbatchev qui entame des réformes intérieures pour démocratiser le régime soviétique, que Moscou prend la décision d'arrêter cette course aux armements effrénée qui ruine le pays. De plus, Gorbatchev affiche sa volonté de se rapprocher de l'Occident et de reprendre le dialogue avec les États-Unis. Le 8 décembre 1987, les États-Unis et l'Union soviétique signent à Washington le traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire, qui prévoit la destruction dans un délai de trois ans de tous les missiles à charges nucléaires et à charges conventionnelles en Europe ayant une portée de 500 à 5 500km, dont les fameux SS-20 et Pershing II. Ce traité est considéré comme le premier accord réel de désarmement nucléaire et sonne la fin de la course aux armements entre les deux Grands.

## IV. Vers la fin de la guerre froide (1985-1989)

La fin du XX<sup>ème</sup> siècle connaît en Europe de l'Est des bouleversements géopolitiques majeurs. La chute du mur de Berlin, en novembre 1989, met un terme à la guerre froide et à ses divisions héritées de la Seconde Guerre mondiale. La fin du glacis communiste emporte dans sa chute le monde bipolaire structuré autour de la rivalité entre les États-Unis et l'Union soviétique. Des structures économiques et militaires telles que le Comecon (Council for Mutual Economic Assistance) et le Pacte de Varsovie sont dissoutes en 1991. Les événements de la fin des années quatre-vingts marquent le début des retrouvailles entre deux parties du continent longtemps séparées.

### A. Le bloc de l'Est en mutation

À la fin des années quatre-vingts, l'Europe de l'Est traverse des événements politiques et des transformations économiques qui modifient radicalement les données géopolitiques en Europe et transforment les institutions et les structures existantes. Longtemps étouffées par les régimes autoritaires du bloc soviétique, les aspirations des populations à la liberté, à la démocratie et à la défense des droits de l'homme se manifestent de plus en plus ouvertement grâce notamment aux réformes introduites en Union soviétique par Mikhaïl Gorbatchev et par sa politique d'ouverture progressive vers l'Occident.

Déjà affaiblis, les régimes communistes vont rapidement s'écrouler et ainsi favoriser le réveil des nationalités et des minorités dans les pays satellites de l'URSS, puis en Union soviétique même. Les manifestations et les grèves se multiplient pour réclamer des réformes politiques et économiques. La chute du mur de Berlin, en novembre 1989, ne fait qu'accélérer l'élimination des régimes communistes. Après la Pologne et la Hongrie, les régimes autoritaires font place à des coalitions élues et pluralistes en Tchécoslovaquie, en République démocratique allemande (RDA), en Roumanie et en Bulgarie. Les révolutions démocratiques liquident aussi le pacte militaire de Varsovie et le système d'économie planifiée du Comecon. L'Union soviétique implose et ne peut empêcher une cascade d'indépendances nationales dans les États baltes et dans la plupart des Républiques qui composaient l'URSS. Farouchement opposés à la tournure des événements, un groupe de communistes conservateurs échoue en 1991 dans sa tentative de coup d'État pour renverser le président Gorbatchev. La Communauté des États indépendants (CEI), qui comprend certaines anciennes républiques, remplace l'ancienne Union soviétique. Les anciens pays satellites de l'Union soviétique, gagnés à la défense des droits de l'homme et aux principes de l'économie de marché, se tournent immédiatement vers les structures occidentales.

#### 1. La *perestroïka* et la *glasnost* de Gorbatchev

Homme d'appareil du Parti communiste de l'Union soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, à 54 ans, est nommé secrétaire général du PCUS par le Comité central le 11 mars 1985. Son objectif est de procéder à une profonde réforme du système soviétique dont la lourdeur bureaucratique était un obstacle à la reconstruction économique (*perestroïka*) et en même temps de libéraliser le régime en permettant la transparence (*glasnost*), c'est-à-dire une certaine liberté d'expression et d'information.

Pour mener à bien cette ambitieuse politique, il lui faut limiter les engagements internationaux de l'URSS et réduire ses dépenses militaires afin d'enrayer le déclin moral et économique de son pays. D'où le rétablissement du dialogue américano-soviétique sur les armes nucléaires et le rapprochement avec la Communauté européenne. En même temps, Gorbatchev met fin à l'engagement soviétique dans les différentes parties du monde: retrait d'Afghanistan où s'enlisait l'armée russe, pression sur les Vietnamiens pour évacuer le Cambodge et reprise des relations sino-soviétiques, retrait du soutien de l'URSS au régime Mengistu en Éthiopie et aux troupes cubaines en

Angola, fin de l'aide économique à Cuba et retrait des troupes soviétiques de l'île, reprise des relations diplomatiques avec Israël et condamnation de l'invasion du Koweït par l'Irak. Mais c'est en Europe que le désengagement de Gorbatchev sera le plus marqué à l'égard des pays anciennement satellites de l'URSS.

Populaire en Occident, Gorbatchev l'est beaucoup moins dans son pays où ses réformes aboutissent à la désorganisation du système de planification centralisée sans que puissent être mis en place de véritables mécanismes de marché. D'où la baisse de la production, la pénurie et un mécontentement social s'exprimant par des grèves. Ce mécontentement peut d'autant plus se manifester qu'avec la «transparence», tout ce qui était censuré des activités de l'État et de ses administrations peut désormais être révélé et débattu publiquement. La levée des tabous imposés par le régime communiste, mis à profit par les intellectuels et les dissidents libérés, permet un jugement critique sur le passé de l'Union soviétique et sur son système politique, économique et social.

## 2. L'effondrement du bloc communiste

La politique réformatrice de Mikhaïl Gorbatchev en Union soviétique ne peut qu'encourager les mouvements d'opposition aux régimes communistes dans les pays du bloc soviétique. Les manifestations se multiplient. Les gouvernements doivent accepter des mesures de libéralisation, d'ailleurs conseillées par Gorbatchev, mais qui ne seront pas considérées comme suffisantes.

Les aspirations à la liberté, longtemps contenues par les régimes communistes dans les pays du glacis soviétique et en URSS même, se manifestent irrésistiblement à la faveur des réformes tentées en Union soviétique par Mikhaïl Gorbatchev et par sa politique d'ouverture vers l'Occident. Le maintien de régimes communistes réformés s'avère impossible. Partout l'emporte la volonté de démocratie politique et de liberté économique. En trois ans, les régimes communistes s'effondrent et les nationalités se libèrent, d'abord dans les pays satellites de l'URSS, puis en Union soviétique même. Les structures du bloc de l'Est se défont avec la disparition du pacte de Varsovie et du Comecon. L'Union soviétique se disloque en républiques indépendantes.

En Pologne, des réformes économiques entraînent des grèves au printemps et à l'été 1988. Le mouvement Solidarité réclame le pluralisme syndical. Lors des négociations de la table ronde, qui permettent la naissance en douceur de la troisième République de Pologne, les dirigeants communistes polonais légalisent le mouvement social en avril 1989. Ainsi, *Solidarność* peut participer aux premières élections semi-légales depuis la Seconde Guerre mondiale. Les élections des 4 et 18 juin voient la débâcle du Parti communiste et Tadeusz Mazowiecki devient le premier chef de gouvernement non communiste en Europe de l'Est. Il est nommé le 19 août 1989 et investi à une écrasante majorité par la Diète polonaise le 8 septembre 1989 grâce à une coalition entre Solidarité, le Parti paysan et le Parti démocrate. En décembre 1989, Lech Wałęsa, dirigeant emblématique de *Solidarność*, remplace le général Jaruzelski du Parti ouvrier unifié polonais (POUP) à la présidence. Le triomphe des candidats du syndicat à ces élections a déclenché une avalanche de révolutions pacifiques anti-communistes en Europe centrale et en Europe de l'Est.

En Hongrie, des manifestations contre le régime se multiplient en 1987 et 1988. L'opposition s'organise et les réformateurs entrent au gouvernement en juin 1988. Le 18 octobre 1989, la constitution stalinienne est abandonnée et la Hongrie adopte le pluralisme politique. Dès le mois de mai, elle avait mis fin au «rideau de fer» la séparant de l'Autriche, permettant ainsi la fuite vers l'Ouest de nombreux Allemands de l'Est.

En Tchécoslovaquie, un plan de réformes inspirées de celles de l'URSS est adopté en décembre 1987 mais peu appliqué. Le régime se durcit et réprime les manifestations en 1988.

La chute du mur de Berlin, le 9 novembre 1989, accélère davantage l'élimination des

gouvernements communistes. En Tchécoslovaquie, l'opposant Václav Havel est élu président intérimaire de la République à l'unanimité par le parlement de la République socialiste fédérative le 29 décembre 1989. Dans cette dynamique, le mouvement contestataire Forum civique remporte les premières élections législatives libres le 8 juin 1990 et reconduit Václav Havel à la présidence de la République en juillet de la même année. En Hongrie, les élections législatives du 2 avril 1990 aboutissent à la formation d'un gouvernement du Forum démocratique. Le 9 décembre 1990, Lech Wałęsa devient président de la République de Pologne. En Bulgarie, un gouvernement de coalition est formé le 7 décembre 1990 et une nouvelle constitution adoptée le 9 juillet 1991. En Roumanie, à la suite de manifestations violentes, le dictateur communiste Nicolae Ceausescu est exécuté le 25 décembre 1989 et une nouvelle constitution établissant le pluralisme est adoptée le 8 décembre 1991.

Cette transformation s'opère le plus souvent de façon pacifique. Néanmoins, en Roumanie la révolution contre le dictateur Ceausescu fait couler le sang et l'éclatement de la Yougoslavie entraîne une longue et cruelle guerre civile.

L'effondrement du communisme soviétique débouche sur la dislocation de l'Union soviétique confrontée à une crise idéologique, politique et économique. Cause et conséquence de la fin du communisme, la dislocation de l'empire se précipite. Les structures spécifiques du «fédéralisme soviétique» accélèrent davantage l'implosion de l'Union soviétique alors qu'elles étaient destinées, avant tout, à la consolider. À tour de rôle, les Républiques socialistes soviétiques (RSS) proclament leur souveraineté en été 1991. En décembre de la même année, certaines de ces républiques, devenues indépendantes entre-temps, redéfinissent leurs liens respectifs à travers la création de la Communauté des États indépendants (CEI).

## **B. L'effondrement de la RDA et la chute du mur de Berlin**

Tandis que Mikhaïl Gorbatchev libéralise le régime soviétique et que les mouvements d'opposition au communisme se développent en Europe centrale et orientale, la République démocratique allemande (RDA) apparaît comme une forteresse inébranlable, solidement structurée par le Parti communiste appuyé par l'armée et la police secrète, dont les dirigeants se refusent à toute évolution et comptent sur l'appui des troupes soviétiques stationnées en RDA.

Toutefois, un courant de contestation se développe, avec l'appui des églises protestantes qui réclament, à l'automne 1988, une «société à visage humain», puis en 1989 appellent le régime à se libéraliser. Des «prières du lundi» regroupent de nombreux contestataires qui protestent contre le régime policier et demandent la démocratisation. Les groupes réformateurs préconisent «le socialisme à visage humain», troisième voie entre le socialisme stalinien de la RDA et le capitalisme libéral de la République fédérale d'Allemagne (RFA). Ainsi l'Allemagne de l'Est pourrait être maintenue et non pas absorbée par l'Allemagne de l'Ouest. Mais les réformateurs se trouvent vite dépassés. D'énormes manifestations se succèdent, réclamant les libertés de pensée, de presse, de réunion. La population veut aller plus loin qu'une réforme de la RDA et du socialisme: elle veut participer à la prospérité de l'Allemagne de l'Ouest vers laquelle les Allemands de l'Est s'enfuient massivement. Elle manifeste en faveur de l'unité allemande.

Le gouvernement est-allemand d'Erich Honecker compte sur l'appui soviétique pour sauver le régime. Mais Gorbatchev, soucieux de ne pas compromettre sa politique de rapprochement avec l'Ouest, refuse toute intervention militaire et le confirme à Helmut Kohl lors de sa visite à Bonn le 13 juin 1989. Il essaie de persuader les dirigeants est-allemands de procéder à des réformes, à l'image de la *perestroïka*. Comme Honecker s'y refuse, il est remplacé le 18 octobre, en accord avec Moscou, à la tête du Parti communiste par Egon Krenz, Hans Modrow, favorable aux réformes, devenant chef du gouvernement. Mais il est trop tard. Le 4 novembre, les nouveaux dirigeants sont hués par une foule d'un million de personnes rassemblées sur l'Alexanderplatz de Berlin-Est. Ils

décident alors le 9 novembre d'autoriser les voyages à l'étranger. Aussitôt des milliers de personnes veulent passer par les postes-frontières de Berlin, qui doivent s'ouvrir à la foule. Les manifestants commencent à démolir le «mur de la honte». Plusieurs millions d'Allemands de l'Est vont visiter la «vitrine de l'Occident» que représente Berlin-Ouest.

Les dirigeants de la RDA promettent alors, le lendemain 10 novembre, des élections «libres et secrètes» pour mai 1990. Mais la poursuite des manifestations oblige à les avancer au 18 mars. Les réformateurs socialistes sont battus et c'est le chrétien-démocrate Lothar de Maizière qui devient chef du gouvernement de la RDA, qui se prononce le 12 avril en faveur d'une Allemagne unie au sein de l'OTAN et de la Communauté européenne.

### C. Vers de nouvelles alliances

L'effondrement du communisme au sein du bloc de l'Est et la disparition de l'Union soviétique mettent fin à la guerre froide. Les nouveaux régimes annoncent rapidement leur intention de s'adresser à l'Occident pour obtenir l'aide et l'assistance économiques nécessaires pour favoriser la transition. Certes l'aspiration à la propriété et à la modernité qu'incarne l'Union européenne constitue un moteur pour la transformation des pays d'Europe centrale et orientale (PECO). Mais l'Union européenne, investie de cette mission historique, doit aussi s'ingénier à offrir à ces États une perspective, des moyens et une méthode pour leur ouvrir son espace de paix et de prospérité. La fin du rideau de fer ouvre aussi la voie à une réunification de l'Allemagne puis de l'Europe toute entière. Les structures doivent également s'élargir et se transformer pour mieux s'adapter à la nouvelle donne géopolitique à l'Est. À partir des années quatre-vingt-dix, un processus de désarmement s'engage entre les anciens ennemis de la guerre froide. Les négociations aboutissent à la signature d'accords qui visent à réduire progressivement le nombre des forces conventionnelles et nucléaires sur le sol européen. Les relations entre les États-Unis et la Fédération de Russie tendent également à se normaliser et les deux pays entament des négociations bilatérales sur la réduction de leurs armes stratégiques.

Finalement, le 1<sup>er</sup> juillet 1991 à Prague, les sept pays membres du pacte de Varsovie (URSS, Bulgarie, Roumanie, République démocratique allemande, Hongrie, Pologne et Tchécoslovaquie) décident de dissoudre le comité consultatif politique du pacte de Varsovie.

Avec l'effondrement du camp communiste confirmant le ralliement aux valeurs occidentales (pluralisme politique, économie de marché, primauté du droit), le rôle de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) pouvait s'accroître. C'est à la demande de Gorbatchev que la relance s'opère dans le but de consolider la démocratie et d'accélérer le désarmement. Le sommet des chefs d'État ou de gouvernement à Paris (19-21 novembre 1990) adopte la charte de Paris pour une nouvelle Europe, rappelant les principes de l'acte d'Helsinki. La charte salue «la fin de l'ère de la confrontation et de la division» et proclame la volonté d'«édifier, consolider et raffermir la démocratie comme seul système de gouvernement». Le sommet décide de donner à la Conférence un caractère institutionnel et permanent, sans étendre ses compétences. Cela sera réalisé lors du Conseil de la CSCE à Budapest (décembre 1994) avec la création de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

Né de la volonté de s'affranchir de l'héritage communiste et d'accomplir les réformes nécessaires dans la perspective d'une adhésion totale aux institutions euro-atlantiques, le **groupe de Visegrad** est constitué le 15 février 1991 lors de la réunion de József Antall, Premier ministre de Hongrie, Lech Walesa, président de la Pologne et Václav Havel, président de la Tchécoslovaquie, dans la ville hongroise de Visegrád. Suite à la partition de la Tchécoslovaquie en deux États distincts le 1<sup>er</sup> janvier 1993, la République tchèque et la Slovaquie deviennent le troisième et quatrième membre du groupe. Le «Triangle de Visegrad» (Budapest, Prague, Varsovie) se transforme ainsi en «Visegrad 4» ou «V4» (Budapest, Bratislava, Prague, Varsovie). Ces quatre pays mettent en place une

coopération politique et économique étroite afin de mieux défendre leurs intérêts communs à l'échelle européenne. Rapidement, l'action concertée du V4 a contribué au démantèlement du pacte de Varsovie, à la suppression du COMECON et à la consolidation du processus de transition démocratique.

L'un des objectifs du groupe de Visegrad est de stimuler les échanges commerciaux entre les pays signataires. À cet effet, les chefs d'États ou de gouvernements signent le 21 décembre 1991 à Cracovie l'accord de libre-échange centre-européen (**ALECE**), entré en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1993.

Les pays de l'ex-pacte de Varsovie, inquiets pour la stabilité de leurs frontières en raison du réveil des nationalismes en Europe centrale et d'une possible résurgence de l'impérialisme russe, ont besoin d'une garantie crédible, qu'ils ne peuvent trouver ni dans le cadre de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ni de la part de l'Union européenne, mais du côté de l'**OTAN** et, à travers elle, des États-Unis. Les pays du groupe de Visegrad demandent également une association institutionnalisée avec l'OTAN et affirment, le 6 mai 1992, que «leur objectif à long terme est une adhésion pleine et entière à l'OTAN».

Mais, il n'est pas question alors d'étendre l'Alliance atlantique vers l'Est pour ne pas inquiéter la Russie. L'OTAN adopte un nouveau concept stratégique.

Il n'y a plus de menace militaire globale en Europe et le danger vient désormais des conflits régionaux liés à des facteurs politiques, économiques, sociaux aussi bien qu'à des considérations de défense. D'où la nécessité, tout en maintenant un potentiel de défense collective, de développer le dialogue et la coopération afin de contribuer, avec les autres organisations, à résoudre pacifiquement des crises touchant à la sécurité de l'Europe. D'où la création, à l'initiative des États-Unis et de l'Allemagne, d'un Conseil de coopération nord-atlantique (**CCNA**) qui commence, le 20 décembre 1991, à réunir périodiquement ministres, ambassadeurs et experts militaires pour discuter des questions de défense et de sécurité. Le nombre d'États membres est de vingt-cinq au début (les Seize de l'OTAN, la Russie représentant l'URSS, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Bulgarie, la Hongrie, la Roumanie et les trois pays baltes). Il s'accroît avec l'inclusion, en mars 1992, de onze autres Républiques de la nouvelle Communauté des États indépendants, auxquelles s'ajoutent l'Albanie et la Géorgie. Au total 38 membres. La coopération se développe dans tous les domaines et s'intensifie dans le cadre du Partenariat pour la Paix (11 janvier 1994) visant à établir des relations militaires de coopération avec l'OTAN (planification, exercices en commun) afin de développer la capacité de mener à bien des missions dans le domaine du maintien de la paix sous l'autorité des Nations unies ou sous la responsabilité de la CSCE/OSCE, par la constitution de groupes de forces interarmées internationales. Ce partenariat est considéré comme devant jouer un rôle important dans le processus d'élargissement de l'OTAN, désormais envisagé par les gouvernements de l'Alliance. Cet élargissement se fera progressivement quelques années plus tard. Le 27 mai 1997 est signé à Paris l'acte fondateur sur les relations, la coopération et la sécurité mutuelles entre l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et la Fédération de Russie, créant le Conseil conjoint permanent OTAN-Russie.

Tous ces événements marquent clairement que le temps de l'affrontement Est-Ouest est révolu et que la guerre froide entre les deux Grands est finie.